

Dernier round avant le coup de gong final

Renaud Muselier (LR) et Thierry Mariani (RN) vont débattre en direct, ce matin, sur BFMTV. Ultime temps fort prévisible d'une campagne qui entre dans sa toute dernière phase

Placés ou gagnants, les candidats aux régionales en Paca commencent à sentir l'écurie. Il ne leur reste plus que quarante-huit heures de campagne avant de laisser parler les urnes. Hier après-midi, Renaud Muselier (LR) était à Menton pour une table ronde avec des professionnels du tourisme. Il sera ce matin à Six-Fours puis à Saint-Cyr-sur-Mer pour présenter un projet de gare ferroviaire. De son côté, à 11 heures, Thierry Mariani (RN) participera à son ultime séance de tractage dans le Var, sur le marché de Draguignan, avant de s'échapper vers La Seyne-sur-Mer pour évoquer son lycée des métiers de la mer. Les deux chefs de file se retrouveront à Mandelieu-la-Napoule, dès 8 h 30, pour un débat diffusé en direct sur RMC et BFMTV.

Sondage : Muselier d'une courte tête

Ils auront soixante minutes pour convaincre les abstentionnistes et les indécis, indiscutables vainqueurs du premier tour dimanche dernier. Ce duel sera animé par Jean-Jacques Bourdin. En soirée, le candidat du Rassemblement national donnera son dernier meeting sur la place Formigé à Fréjus, la plus grosse



Renaud Muselier et Thierry Mariani vont débattre une dernière fois, ce matin, sur BFMTV.



(Photos Sophie Louvet et Luc Boutria)

commune dirigée par un maire frontiste.

Selon une enquête réalisée par l'institut Ifop pour LCI et Le Figaro (1), Renaud Muselier (LR) l'emporterait d'une courte tête

(51 %) face à Thierry Mariani (49 %) au second tour. Le scrutin s'annonce particulièrement serré : l'écart entre les deux prétendants se situe dans la marge d'erreur (3 %) propre à toute en-

quête d'opinion.

Dans le contexte d'une abstention annoncée toujours très forte (65 %), la victoire de Renaud Muselier serait due en partie à un report de 45 % des suffrages don-

nés au premier tour à Jean-Laurent Félizia, candidat de la gauche qui s'est retiré du jeu lundi. Quelque 52 % de son électorat, soit plus d'un électeur de gauche sur deux, s'abstiendrait. Seul un électeur sur deux apparaît sûr du choix qu'il fera dimanche, selon ce sondage. Une proportion identique pour Renaud Muselier et Thierry Mariani.

Incertitude

« À quelques jours du second tour des élections régionales, le rapport de force politique, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, apparaît marqué par l'incertitude, résume Frédéric Dabi, directeur adjoint de l'Ifop. Thierry Mariani parvient à resserrer l'écart avec la liste de la majorité régionale quand, en 2015, Marion Maréchal-Le Pen avait été plus largement devancée au second tour (45,2 % contre 54,8 % pour Christian Estrosi) ». Seule certitude, aussi inéluctable que la mort et les impôts : dimanche à 20 heures, il ne pourra en rester qu'un.

L. P.

lpaoli@nicematin.fr

1. Enquête réalisée en ligne du 21 au 23 juin 2021 auprès d'un échantillon de 919 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 1012 personnes, représentatif de la population de Provence-Alpes-Côte d'Azur âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

Comment la gauche pourrait être associée

La gauche pourra-t-elle faire entendre sa voix au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur ? Le président sortant LR, Renaud Muselier s'y est engagé hier, lors d'une conférence de presse à Marseille. Il entend ainsi remédier à l'absence de représentation au sein du conseil régional, de la liste de Jean-Laurent Félizia. Celui-ci s'est désisté et a annoncé qu'il voterait pour Renaud Muselier. Le Rassemblement écologique et social réunissait EELV, PS, Génération.s, PCF, Génération écologie, Radicaux de gauche, Mouvement des progressistes, Gauche républicaine et socialiste et enfin Place Publique.

« Ce choix répond avec beaucoup de dignité et de hauteur à un enjeu majeur, éviter le pire à notre région, c'est-à-dire la victoire de l'extrême droite » a indiqué Renaud Muselier. Des mots

déjà entendus lors de la victoire de la droite menée par Christian Estrosi en 2015, qui avait à l'époque prétendu faire aussi une place à la gauche.

Une vingtaine de membres

« Pas d'usine à gaz ! On ne recommence pas 2015 avec des règles de pondération par département et par famille politique, ce qui n'a pas fonctionné. On fait du sérieux, de l'efficace pour donner de l'air à la démocratie régionale », a annoncé le président sortant.

Il s'engage donc à créer un comité représentatif du Rassemblement écologique et social, réunissant les neuf formations politiques écologistes et de gauche engagées sur la liste de Jean-Laurent Félizia. Composé d'une vingtaine de membres, le comité pourra avant chaque réunion de l'assemblée



La liste conduite par Jean-Laurent Félizia a remporté 16 % des suffrages au premier tour des élections régionales.

(Photo PQR/La Provence)

plénière et avant chaque commission permanente, proposer deux délibérations ainsi qu'un vœu ou une mo-

tion. Mais seul le président LR, ou un membre de l'exécutif régional, pourra les déposer. Autre prérogative :

« Chaque début d'année, un représentant du comité pourra intervenir en assemblée plénière pour un dis-

cours de politique générale. » Enfin le candidat LR propose de laisser sa porte ouverte aux représentants de ce comité « pour avancer sur les dossiers. »

Le comité représentatif du Rassemblement écologique et social a-t-il une chance d'être fonctionnel et efficace ? De toute façon c'est la seule option pour Jean-Laurent Félizia, dont la liste a totalisé plus de 16 % des voix lors du premier tour. Le gaulliste Renaud Muselier refusant de fusionner les listes pour ne pas s'écarter de « son projet politique. » Mais pour mettre en œuvre ces propositions, le président sortant doit d'abord remporter ce second tour dimanche. Et il a déjà remercié Bernard Tapie, qui a appelé à faire barrage au RN : « Votez Muselier ou abstenez-vous. » Le message est clair !

RÉGINE MEUNIER

rmeunier@nicematin.fr

Jacob, Larcher et Baroin à fond derrière Muselier

Parce qu'ils considèrent que l'élection n'est pas jouée en Paca, trois ténors des Républicains montent au créneau et appellent sans nuance à voter pour Renaud Muselier au second tour.

Oubliés les psychodrames du mois de mai autour du rapprochement avec LREM et de la composition de la liste de Renaud Muselier. Finis les hauts cris, les noms d'oiseaux et les mises en cause personnelles qui ont abouti aux démissions fracassantes du maire de Toulon, Hubert Falco, puis de celui de Nice, Christian Estrosi. D'une même voix, dans le même bureau, Christian Jacob, président de LR ; Gérard Larcher, président du Sénat, et François Baroin, maire de Troyes et président de l'Association des maires de France, appellent les électeurs à se mobiliser pour que Renaud Muselier conserve son fauteuil de président de la Région Sud. Ils ont reçu notre journal, hier matin, au siège parisien des Républicains pour expliquer leur position et afficher leur unité. L'enjeu est de taille pour les barons de la droite : éviter qu'une région, une seule, Provence-Alpes-Côte d'Azur, tombe dans l'escarcelle du Rassemblement national.

L'écart entre Renaud Muselier et Thierry Mariani est moins important que ce que prévoient les sondages. Que traduit ce résultat ?

Christian Jacob. C'est la reconnaissance du travail effectué. Beaucoup de nos compatriotes ont bien cerné quel était le rôle des collectivités, notamment des régions, au plus fort de la crise sanitaire. Renaud Muselier a effectué un travail remarquable pendant cette période. Imaginez si le RN avait été à sa place !

Gérard Larcher. C'est un bon résultat de premier tour. Renaud Muselier a un très bon bilan. Sur les questions d'environnement et de transports, c'est sûrement un des meilleurs.

François Baroin. Renaud Muselier a incarné, dans une période extrêmement difficile, ce qu'il fallait être comme président de région pour combler les défaillances de l'État.

La gauche s'est retirée. Est-ce que le RN peut encore gagner ?

Gérard Larcher. Ceux qui nous font confiance, les familles de la droite et du centre, doivent se mobiliser, y compris ceux qui ont pu avoir des doutes. Il ne faudrait pas que dimanche, la région tombe dans l'absurde.

François Baroin. Le retrait de la liste de gauche peut donner le sentiment que la victoire sera évidente au second tour. Personne ne peut le dire. Ce n'est



Dans la dernière ligne droite, LR met de côté les querelles internes. François Baroin, Christian Jacob et Gérard Larcher appellent à voter pour Renaud Muselier. (Phoo)

“Il ne faudrait pas que la région tombe dans l'absurde”

pas parce qu'une liste de gauche se retire que tous les électeurs vont voter pour Muselier. La mobilisation doit être pleine et entière. Nous souhaitons la victoire de Renaud Muselier.

Christian Jacob. Une élection se joue au second tour. Il faut rester déterminés jusqu'à la fin. Renaud Muselier a la crédibilité d'un projet, ce qui n'est pas le cas du RN.

Que dites-vous aux électeurs de droite déboussolés par les polémiques autour du rapprochement avec LREM et les prises de position de certains élus LR contre Renaud Muselier ?

Christian Jacob. Nous avons eu un vrai désaccord avec Renaud Muselier sur la composition de la liste. C'est maintenant derrière nous. Le choix du second tour, c'est de savoir si on veut aller en absurde ou continuer le travail effectué dans cette région où il y a encore beaucoup à faire.

François Baroin. Renaud Muselier a accompagné, tout au long de cette campagne, son engagement et sa fidélité à notre famille politique. On doit s'attaquer à toutes les causes qui font que les gens se tournent vers le RN. La région peut apporter des réponses.

Gérard Larcher. Je dirai à ceux qui se sont interrogés : pensez d'abord à votre région. Renaud Muselier est profondément attaché aux valeurs de la République. C'est cela qui doit rassembler, dans la clarté la plus absolue.

Christian Estrosi invite Renaud Muselier à faire de la place à la gauche qui, à nouveau, ne siègera pas à la région. Il a raison ?

Gérard Larcher. Je suis certain que Renaud Muselier a cette capacité d'ouverture. Il ne doit pas y avoir de citoyens exclus.

Christian Jacob. Quand on préside une collectivité, on ne s'adresse pas à des partis politiques, mais à l'ensemble de ses compatriotes. Je fais confiance à Renaud Muselier pour cela.

François Baroin. Renaud Muselier est le président sortant, mais il n'avait pas été élu. Désormais, il est libre. Ce sera sa victoire, et il n'a plus besoin de petite voix qui lui souffle à l'oreille.

“Nous souhaitons la victoire de Renaud Muselier”

La droite renforce ses positions au premier tour. Cela vous conforte-t-il dans l'idée que le scénario de la présidentielle ne se résume peut-être pas au duel annoncé Macron-Le Pen ?

Christian Jacob. Depuis dix-huit mois, on a gagné toutes les élections : les municipales, les sénatoriales, vraisemblablement les départementales et les régionales. Il y a un vrai chemin et une attente autour de la droite républicaine. Il faut construire dans le rassemblement et l'unité.

Gérard Larcher. Avant de tirer des conséquences, on doit se mobiliser pour ce second tour qui doit voir nos candidats faire le meilleur score possible. Les

Français ne veulent pas être réduits au non-choix dans lequel on veut les enfermer entre le président sortant et M^{me} Le Pen. Notre responsabilité, c'est de leur permettre de choisir. Le niveau d'abstention traduit un pays en souffrance.

François Baroin. Les résultats d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen au premier tour, c'est un message subliminal des Français pour dire qu'ils ne se laisseront pas enfermer. En Marche est un bon carburant pour le RN. Le seul antidote, c'est ce que nous portons et incarnons.

Jean Leonetti a été chargé de réfléchir à une solution de « départage » de manière à désigner un candidat pour la présidentielle. Quel est le calendrier ?

Christian Jacob. Il démarrera après le second tour. Nous devons avoir désigné un candidat de rassemblement au mois de novembre. On va s'y préparer, mais il faut passer une étape après l'autre.

À PARIS,
PROPOS RECUEILLIS
PAR DENIS CARREAUX
dcarreaux@nicema.fr

Mariani - Poutine : Les liaisons dangereuses ?

Géopolitologue spécialiste des mondes russe et turc, Ana Pouvreau met en garde contre les relations entre la tête de liste du Rassemblement national et la Russie de Vladimir Poutine.

Marié à une Russe, Thierry Mariani ne cache pas ses sympathies à l'égard de Moscou. Il a par exemple soutenu l'annexion de la Crimée par Vladimir Poutine. Plus récemment, en juillet 2020, il n'a rien trouvé à redire au référendum qui permet au président russe de rester au pouvoir bien au-delà de 2024. Alors que le candidat du Rassemblement national peut toujours espérer gagner la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sa proximité avec l'homme fort de la Russie inquiète. Décryptage.

Les liens étroits entre Thierry Mariani et la Russie de Vladimir Poutine sont-ils inquiétants ?

Le candidat RN ne fait pas mystère de son soutien à Poutine et le soutient dans son grand projet géopolitique à visée planétaire. Son tropisme russe est assumé. En faisant l'apologie du système Poutine, Thierry Mariani, en tant que responsable politique français pro-russe, joue un rôle favorisant la montée en puissance de la Russie sur l'échiquier mondial et son grand retour en Méditerranée. Le littoral de la région occupe une position stratégique. Pour rappel, au lendemain de la guerre de Crimée (1853-1856), le duc de Savoie avait cédé à la Russie le Lazaret et la Darse de Villefranche, pour servir de zone de ravitaillement à la marine russe. Ironie de l'histoire : pendant des décennies, l'extrême-droite européenne a été viscéralement anticommuniste, mais il y a quelques années, elle a prêté allégeance au maître du Kremlin, Vladimir Poutine, un ancien officier du KGB. La France, en tant que puissance nucléaire officielle, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et, depuis le Brexit, seule puissance nucléaire de l'UE, constitue un morceau de choix pour le pouvoir russe.

Si Thierry Mariani devenait président de la Région, en quoi ses relations privilégiées avec la Russie constitueraient-elles un risque pour notre territoire ?

La région Paca est ultrasensible et on y observe une intensification de l'espionnage russe. En mars 2018, la France a expulsé le consul russe de Marseille, un officier du renseignement militaire russe (GRU), agissant sous couverture diplomatique, comme trois autres de ses

collègues en poste dans l'Hexagone. Déjà considérablement militarisée avec plusieurs dizaines de milliers de militaires sur son territoire, la région a l'ambition de devenir la 1^{re} région européenne dans le domaine de la défense d'ici 2025. Toulon, principale base navale française, est la plus grande base navale européenne. La région compte 10 régiments de l'armée de terre et 3 bases aériennes, dont la base d'Istres à vocation nucléaire. La région abrite également des sites nucléaires et des sites Séveso. L'industrie d'armement implantée en Paca est constituée d'un large réseau de grands groupes industriels tels que Naval Group, leader européen du naval de défense, qui construit de A à Z des navires de combat (porte-avions, sous-marins, etc.), Dassault, Thales ou Airbus Helicopters, premier hélicoptériste mondial, et d'une myriade de PME. Notre région est innovante dans les très hautes technologies comme en témoignent par exemple l'activité de Thalès Underwater Systems à Sophia Antipolis dans la fabrication des sonars militaires ou celle de Thalès Alenia Space à Cannes. Ce site phare de l'aérospatiale mondiale a construit le plus puissant et le plus grand satellite de télécommunications géostationnaire. Tous ces éléments aiguissent les appétits de la Russie, dont le complexe militaro-industriel demeure un

concurrent de la France dans le domaine de l'armement.

Pourquoi ne pas considérer cette proximité avec

les oligarques russes installés dans la région comme un atout ?

La journaliste Christine Ockrent dans son livre *Les Oligarques, Le Système Poutine*, indique que les oligarques russes font entièrement partie de la structure de pouvoir mise en place par Poutine et que ces milliardaires sont des oligarques d'État qui ont la fibre nationaliste. La proximité du président de la région avec ces hommes du président russe, qui ont jeté leur dévolu sur les plus belles propriétés du littoral des Alpes-Maritimes et du Var, entre Menton et Saint-Tropez, et dont les activités sont caractérisées par l'opacité, constituerait avant tout un atout pour la Russie dans ses tentatives d'implantation dans le



Experte en géopolitique, Ana Pouvreau s'intéresse de près à la présence russe en Paca. (Photo DR)

bassin méditerranéen. Ces oligarques détiennent souvent des passeports soit français soit de l'UE. La situation est aggravée par la proximité de Monaco qui a ouvert son économie à l'argent des oligarques russes comme en témoigne l'affaire Rybolovlev et du marchand d'art Yves Bouvier.

Pensez-vous que le RN qui, par le passé, a contracté des prêts avec la Russie, a les mains liées ?

Il est évident que le Kremlin exige un retour sur investissement avec les deux prêts consentis pour un total de 11 millions d'euros. Au stade actuel des relations internationales, l'angélisme est à proscrire. Cela rappelle les grandes heures des partis communistes européens pendant la Guerre froide qui étaient les obligés de Moscou. Le fait que le président de la région ait de vastes prérogatives en matière budgétaire lui confère un fort levier d'action pour favoriser l'implantation de nouvelles entreprises et aider les entreprises déjà présentes.

La Russie est pointée du doigt pour ses actions à l'encontre des intérêts français en Afrique. En affichant son soutien à la Russie, Thierry Mariani ne serait donc pas le patriote qu'il prétend. En s'alliant à la Russie de Poutine, les responsables du RN se

perçoivent comme d'authentiques patriotes et ont le sentiment d'œuvrer en faveur de l'intérêt national, d'enrayer la décadence de nos sociétés occidentales et de renforcer la lutte contre le djihadisme, la menace terroriste et l'immigration massive. Ce faisant, ils sont complètement instrumentalisés par le pouvoir russe qui sait jouer sur toutes ces cordes sensibles et en particulier sur le rejet de

l'hégémonie américaine. Le maréchal Pétain en lançant sa Révolution nationale, une idéologie théorisée à partir des années 1920, avait également la certitude de sauvegarder les intérêts de la France. Ce nationalisme a abouti paradoxalement à la collaboration avec l'Allemagne et à la catastrophe nationale que l'on connaît. La Russie, plus grand pays du monde avec 17 millions de km², est bien déterminée à étendre son influence jusqu'au littoral atlantique, de Vladivostok à Brest. Mais nombre d'Occidentaux qui, depuis la fin de la 2^e Guerre mondiale ont vécu en paix dans une certaine prospérité, ne s'en rendent pas

compte et préfèrent occulter totalement cette menace, en avançant que c'est une invention des Américains pour asseoir leur domination. Mais la France est indépendante grâce à sa force de dissuasion nucléaire et n'a nul besoin de se placer sous l'influence d'une puissance étrangère.

Au Parlement européen, Thierry Mariani est membre de la commission spéciale sur « l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'UE, y compris la désinformation ». Comment est-ce possible avec les liens qu'on lui prête avec la Russie ?

En maintenant un dialogue constant avec le pouvoir russe, un canal de communication s'établit entre les personnalités politiques françaises pro-russes, ce qui permet à la Russie de se mettre au diapason des sensibilités françaises dans le secteur de la défense notamment. En siégeant dans cette commission spéciale du Parlement européen sur « l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'UE, y compris la désinformation », le candidat du RN se familiarise avec les nouveaux mécanismes de défense que l'UE tente de mettre en œuvre tant bien que mal vis-à-vis de l'entrisme de puissances étrangères particulièrement offensives, telles que la Chine, pour capter notre technologie et étendre leur influence. Cette situation inquiétante met enfin en lumière le décalage entre

Instrumentalisés par le pouvoir russe

d'une part, les mesures drastiques de sécurité qui sont appliquées en France aux

militaires, aux personnels employés dans les industries de défense et les services de renseignement du pays et, d'autre part, la totale liberté accordée aux politiciens français de tous bords politiques, qui sont libres de nouer des liens forts avec des puissances étrangères et parfois même d'en devenir les porte-voix ! Il faut que cette situation cesse sous peine de compromettre durablement la sécurité nationale et de perdre le contrôle. Un système d'habilitations de sécurité devrait être instauré sans tarder pour le personnel politique également.